



Même au Québec, on y songe...

- Squelette Sarka et archives - > Tribune des lecteurs -



[Dans son blog sur internet, le Québécois Fred Mir](#) a pris une heureuse initiative de présenter l'économie distributive d'une façon personnelle. En voici l'essentiel dans cet article.

Le système économique qui règne actuellement sur notre belle planète est presque infiniment pervers. Heureusement, cela se sait de plus en plus ... Mais quelles alternatives y a-t-il à notre disposition ? En fait, de nombreuses avenues s'ouvrent à nous. Aucune d'entre elles cependant n'est sans poser de problèmes ou de difficultés d'application.

Par exemple, si l'on examine l'alternative la plus répandue, les SEL (systèmes d'échange locaux) ou leurs proches cousins... on constate que le troc n'exclut pas l'accumulation et, partant, les abus possibles... Exemple : les propriétaires d'un lac peuvent faire payer les gens qui viennent s'y baigner et ainsi s'enrichir tellement qu'ils pourront s'acheter un deuxième lac, puis deux autres, puis quatre, etc, etc.. L'accumulation d'argent est exponentielle... Je vois là en germe toutes les disproportions et schèmes de domination que nous connaissons actuellement dans le monde. Avidité ou insécurité, il existe une certaine tendance humaine à vouloir prendre de l'expansion, à vouloir posséder toujours plus.

Une fois pour toutes, voulons-nous ce système qui, non seulement permet une expansion personnelle illimitée sur le plan des possessions matérielles (en plus de la terre elle-même), donc la domination absolue des plus cupides, mais, en plus, fait passer cela pour parfaitement légitime ?

Je propose ici un système inspiré de l'économie distributive, système économique qui a été proposé en France dans les années 1930 par Jacques Duboin et vulgarisé depuis par sa fille, Marie-Louise Duboin, notamment dans *Les affranchis* de l'an 2000 et *Mais où va l'argent ?*

Ces livres exposent en détail, respectivement, le fonctionnement de l'économie distributive et les intrications méphistophéliques de l'économie actuelle, ainsi qu'une série de mesures aptes à y remédier. Mme Duboin est également rédactrice en chef du journal *La Grande Relève*, dédié à la diffusion d'informations sur l'économie distributive et qui a vaillamment traversé les décennies, des années 1930 à aujourd'hui.

L'économie distributive est une économie qui non seulement assure une distribution équitable des ressources, mais aussi limite l'argent à sa fonction d'unité de mesure...

Aujourd'hui, en économie capitaliste, l'argent est considéré comme un bien qui se loue, il n'est donc plus que la mesure de l'injustice, pour ne pas dire qu'il est carrément un instrument de la démesure. Les banques prêtent à un certain nombre d'emprunteurs, qui devront par la suite leur remettre cet argent plus les intérêts. Donc, comme il leur faudra, au total, remettre à la banque plus qu'elle n'a mis en circulation, tous ne pourront pas rembourser. C'est mathématique. Alors, il y aura des gens qui se tueront à la tâche pour payer leurs dettes, il y aura des faillites, de beaux rêves qui tomberont à l'eau sans raison valable, des gens qui seront réduits à demander l'aumône "des perdants, quoi, exploités ou stigmatisés", et des gagnants, qui leur feront (ou pas) "la charité". Pourquoi diable nous livrer à un jeu aussi cruel ?

La priorité n'est-elle pas, de toute évidence, de s'assurer que tous aient à manger, à se vêtir, à se loger, et cela solidairement et sans indignité ?

C'est un système taillé à cette fin que je présente ici : En premier lieu, pour une collectivité donnée, on recense quels sont, pour la période à venir (par exemple : le prochain mois ou la prochaine année), les besoins et les souhaits collectifs et individuels, et aussi les services que les membres de la collectivité souhaitent offrir durant cette même période. Puis on invite les gens à choisir des activités qui correspondent à leurs goûts, talents et inclinations, ce qui est à la base de la logique distributive ; en effet, si chacun aime faire ce qu'il fait pour autrui, il n'est que normal que chacun reçoive à la base une part égale d'unités à dépenser. Dans ce texte, j'appellerai ces unités des « heures ».

On relève ensuite les besoins non comblés par l'offre d'activités et on les affiche publiquement, afin que les gens puissent ajuster leurs offres en vue de mieux combler ces besoins. Une option proposée par Marie-Louise Duboin dans *Les affranchis* est d'offrir un incitatif monétaire à qui accepte de fournir un service nécessaire, mais non comblé spontanément. [À noter qu'il y a ici des indices de la santé de la collectivité :

- ▶ si tous les besoins sont comblés du premier coup, sans ajustements, on obtient alors la note parfaite ;
- ▶ si par contre des incitatifs sont nécessaires, on est en-dessous de la perfection, mais tout de même dans les limites de la bonne santé collective.
- ▶ si enfin des besoins restent non comblés, c'est qu'on a affaire à autant de problèmes de société].

Après la période d'ajustement, la période comptabilisée commence. On fait la somme des « heures » de service annoncées, on en retranche la part destinée aux besoins collectifs (routes, écoles, autres services publics, etc.), puis on distribue équitablement la somme restante sur des comptes individuels. « Équitablement », ici, signifie qu'on donnera aux gens ayant des besoins spéciaux (médicaments, prothèses, etc.) un supplément pour combler ces besoins.

Solution à l'accumulation : la soustraction En économie distributive, lorsqu'un bien ou un service est acheté, les unités ayant servi à cet achat sont soustraites du compte de l'acheteur, mais elles ne sont pas transférées sur un autre compte. On enregistre seulement toute information pouvant s'avérer utile : à quoi ces unités ont servi, qui a fourni le service, la date, etc. Ce qui permet, à la fin de la période, de mesurer en détail l'activité économique de la collectivité.

Des conseils de producteurs et de consommateurs ont ainsi le moyen de savoir quels sont les besoins collectifs et individuels non comblés, ce qui a été produit en trop ou en trop petite quantité. Ce qui permet les réajustements nécessaires pour la période suivante. Nous sommes tous ensemble dans le même bateau, et l'économie distributive, par ces ajustements des montants de départ, le met en évidence.

* En plus du compte dit "de consommation", où l'accumulation est impossible (puisque ce qui reste à la fin d'une période est remis à zéro au début de la suivante), chaque personne pourrait disposer aussi d'un compte "de rétribution" où les crédits peuvent s'accumuler (selon des taux à définir collectivement), mais uniquement à proportion du temps de service fourni et de l'effort requis pour ce faire (ou de l'indice de "rébarbativité" des services). Ce compte pourrait servir à acheter des choses coûtant plus que le montant reçu pour une période. Les diplômes ne justifient en rien un plus gros salaire.

De toute façon, le temps de repos que rend nécessaire la prestation de services pénibles, le temps d'entraînement ou de pratique que nécessitent certaines performances, de même que le temps d'étude et d'apprentissage que demandent certains métiers doivent être comptés comme temps fournis.

L'enseignement, dans cette économie, est un bien public offert gratuitement. Certaines études particulièrement nécessaires y sont même parfois doublement récompensées. Le temps passé à "tenir maison" pour autre que soi est également compté. Engagez-vous, qu'ils disaient !

Pour qu'un système d'économie distributive fonctionne, il n'est pas obligatoire de demander aux gens de s'engager à l'avance à fournir un nombre défini d'heures de service, on peut simplement leur demander d'annoncer qu'ils offrent au moins un type de service (comme c'est d'ailleurs généralement de mise dans les SELs). Au début de la première période, on distribue un montant plus ou moins arbitraire aux membres, puis, pour les périodes suivantes, on révisé ce montant de départ, à la baisse ou à la hausse, en se basant sur la vitalité économique atteinte par la collectivité lors de la période précédente.

Cela dit, l'engagement peut s'avérer nécessaire dans certains domaines vitaux, par exemple les soins de santé ou la production agricole. Nous pouvons néanmoins débiter avec un système qui ne demande pas d'engagement et examiner cette question plus tard. Une personne qui, dans une période, fournirait moins d'heures de service que le nombre d'heures distribuées au début ne serait pas pénalisée, mais le montant de départ pour l'ensemble des membres en serait légèrement amoindri. On pourrait ainsi choisir un train de vie, en travaillant plus ou moins, sans que le système ne nous impose de limites inutiles.

L'avenir commence maintenant Un tel système ne peut fonctionner que si des biens et des services sont offerts dans tous les secteurs d'activité et en assez grande quantité. Les SEL restent marginaux tant que tous les secteurs d'activité n'acceptent pas les paiements en heures qu'ils comptabilisent.

En revanche, un système d'économie distributive permet d'emblée de tenir compte des projets collectifs et de les planifier ensemble, ce qui nous rapproche de l'objectif de pouvoir bénéficier de tous les secteurs d'activité au sein de nos collectivités. Cela fournit en outre un cadre pour inclure des industries qui décident de passer à ce système soit volontairement, soit en désespoir de cause devant l'effondrement de l'économie capitaliste.

Dans un système d'économie distributive on peut connaître la demande et l'offre à l'avance, via les recensements d'informations précédant les périodes comptabilisées, et ainsi se trouver à même de planifier ensemble nos projets collectifs, ce qui n'est pas le cas avec les SEL. Nous pourrions, par exemple, nous doter à court et à moyen terme de projets collectifs tels que distribution gratuite de nourriture, production de bois de construction, ateliers divers, moyens de transport, récupération et transformation de meubles, construction de bâtiments collectifs ou d'habitation, etc.

Pourquoi conclure ? Essayons-le ! Nous verrons bien ce que ça donne...

Fred Mir continuait en montrant combien il serait « louffoque » d'assimiler l'économie distributive au socialisme d'État de Staline ou de semblables dictateurs.

Sa présentation a ouvert un débat sur internet dont voici des extraits :

- ▶ Marie : « Une chose est certaine, ça peut difficilement être pire qu'actuellement si on pense à l'abus de pouvoir de ceux qui dominent la planète avec l'argent volé et à leurs fortunes qui s'accumulent de façon exponentielle grâce aux mesures qu'ils se votent entre eux. Le débat est important, cher Fred, et la solution que tu proposes est séduisante... Il y a un travail énorme à faire au niveau des consciences en général. Nous sommes sur le pilote automatique de l'avalage de couleuvres en série et n'avons pas, loin s'en faut, l'habitude de la remise en question... »
- ▶ Louis : « C'est intéressant ce modèle, et ça fait du sens comme économie alternative au capitalisme mais il me semble aussi que ça suscite certains problèmes politiques et philosophiques importants. Je crois qu'il faut distinguer les désirs des besoins et aujourd'hui malheureusement il n'y a pas que des besoins à combler, il y a surtout des désirs plus problématiques qui, eux, sont techniquement déterminés et dépendent par exemple de l'existence du pétrole, de la division internationale du travail, de la techno science et de l'industrie capitaliste. Les faux besoins sont de vrais désirs malheureusement. Il y a aussi le problème de l'équivalence du temps de travail social. Aristote constatait déjà que le problème du communisme de Platon c'était que le temps dépensé au travail n'est pas nécessairement de la même qualité. Comment mesurer l'effort du travail, son caractère plus ou moins ingrat et

pourquoi maintenir le quantitatif, la durée du temps de travail, comme critère de la justice ?

- ▶ Sébastien : « Je trouve que ton idée est intéressante. Par où on commence ? On fait le web sémantique, puis on fait ça ? Pourrait-on inventer une version "jouet" mais néanmoins utilisable ?
- ▶ Marie-Jeanne : « Pour ce qui est de favoriser la diversité des modes de vie, je pense que l'économie distributive peut effectivement y contribuer, et pas qu'un peu, mais, selon moi, un développement populaire du web sémantique est susceptible d'y contribuer encore davantage.
- ▶ Marie : « Hélas ! Les médias servent aujourd'hui à l'endoctrinement plus qu'à l'information. Mais un vent de fraîcheur nous arrive ces jours-ci avec Wikileaks. Bien sûr, on peut commencer à petite échelle pour appliquer l'idée de l'économie distributive sur le terrain. Mais on peut aussi lancer le débat à grande échelle... J'ai envoyé un lien à la Commission thématique économie, fiscalité et lutte à la pauvreté de Québec Solidaire qui évalue différentes alternatives au système capitaliste et... qui me demande de résumer ma proposition à 800 mots ! Il va falloir que je me lance moi aussi dans les coupures.
- ▶ Louis : « Bien sûr, la notion de besoin est à revisiter et à redéfinir. Un des gros avantages de l'économie distributive est qu'avec elle on peut mesurer les conséquences réelles de nos choix » on n'est plus sous l'illusion actuelle qui fait paraître les catastrophes écologiques (par exemple) comme plutôt positives, puisqu'elles font augmenter le PIB ! La disparité dans la qualité du travail accompli est certainement un problème, mais un système de rétroaction est envisageable, qui ferait qu'on pourrait y voir clair et aviser en cas de travail de trop mauvaise qualité. Si c'est simplement que certaines personnes sont plus lentes à accomplir certaines tâches, cela ne devrait pas nécessairement les pénaliser. Enfin, une façon simple de mesurer le caractère ingrat d'une tâche est de voir si on veut la faire ! ...
- ▶ Sébastien : « En effet, je pense que le web sémantique est la première étape. La comptabilité serait une couche ajoutée à celle de la communication de nos souhaits. On pourrait commencer par une version "jouet" de l'économie distributive, bien sûr, mais commencer par le web sémantique me semble la façon la plus logique. Il est plus ou moins utile de comptabiliser nos échanges si nous n'avons pas, tout d'abord, de bons moyens de communiquer.
- ▶ Michael : « J'aime bien cette approche, entre autres pour sa perspective d'un remplacement de l'État, d'une décentralisation des décisions, tout en veillant à une juste allocation parmi la communauté. Je partage ici quelques questionnements, sur les conseils de consommateurs, sur l'usage du web sémantique, la "concurrence" du marché et de l'État, le passage d'une culture de dépendance à une culture de participation. Mise en contexte : je travaille dans un "club de consommateurs" qui met en place des alternatives d'approvisionnement alimentaire et des activités éducatives et d'entraide (cuisines, ateliers pratiques, jardins collectifs, etc.) à Montréal. Plusieurs de nos participants, qui forment des équipes pour gérer des activités assez complexes comme un marché mensuel de fruits et légumes et un groupe d'achats, le font sans pour autant savoir utiliser un ordinateur. Déjà, le fait de lire et de savoir additionner n'est pas donné à tous. On s'assure de répartir les tâches de façon à ce que personne ne soit pénalisé ou jugé selon sa maîtrise de ces connaissances formelles. L'oral est utilisé pour les bilans, les participants ont le choix d'être contactés par internet ou téléphone, les immigrants récents peuvent être jumelés avec ceux qui maîtrisent mieux la langue, etc. Pour qu'une économie alternative puisse prendre racine dans nos communautés diversifiées, il est crucial de voir comment la rendre communicable, accessible. L'internet à lui seul ne suffit pas, les groupes de base (conseils de consommateurs et autres) devront s'organiser et se situer dans une perspective de construction d'alternatives économiques (et changer le sens de ce dernier mot parce que la majorité le comprend comme une alternative « qui coûte moins cher » !). Dans un autre contexte, un comité sur l'alimentation locale où je m'implique, nous avons un site web et là, tous nos participants savent lire, écrire, compter. Très peu, toutefois, vont écrire sur notre site web ou modifier des pages wiki. La capacité n'est pas le problème, mais l'informatique rebute. Le peu que je comprends du web sémantique me donne l'impression qu'il facilite l'expression « dans nos mots », sans avoir à s'intéresser à l'informatique et à ses codes particuliers. Ce serait déjà un pas vers un meilleur accès. Je serais curieux de voir comment un SEL pourrait intégrer la production de biens matériels et rétribuer de manière juste les travailleurs/artisans tout en étant intéressant pour les gens qui ont peu d'argent et qui sont poussés à chercher le "moins cher" pour subsister. On sait comment les manufactures ont du mal à produire à un coût "concurrentiel" avec celles des pays du Sud, comment notre culture est habituée à chercher les rabais (ce au nom de quoi les travailleurs sont normalement "rabaissés"), etc. Les montants alloués à chacun, s'ils le sont dès le début de chaque période, ne ressembleraient-ils pas pour plusieurs aux allocations de début de mois ? Pourquoi travailler si on obtient au départ les crédits et que : « une personne qui fournirait, dans une période, moins d'heures de service

que le nombre d'heures distribuées au début de la période ne serait pas pénalisée... » ? À petite échelle, dans une communauté de quelques dizaines ou centaines de membres, on voit rapidement l'effet d'un laisser aller (si personne ne fait le ménage, on voit le désordre...) ; mais dans la complexité des villes, les dépendances et les attentes envers l'État, il y a beaucoup à faire pour amener une culture de participation à un projet collectif ; il faut avoir goûté à ses avantages assez tôt pour s'y intéresser. Enfin, je suggère de se souvenir que certains ont intérêt à ce que le capitalisme perdure. Le communisme fut combattu, toute alternative sérieuse le sera aussi. Mais si elle prend racine et qu'elle permet une réelle émancipation, il y a de bonnes chances que les gens la défendent avec conviction...

► Réponse de Fred : « Oui, l'informatique est pratique à certains niveaux de la question, surtout pour l'automatisation qu'elle permet, mais on doit pousser loin l'aspect interface d'un tel projet pour qu'il puisse réellement changer la donne dans le monde. Et les cartes à puce ça demande du matériel électronique. Mais entre ça ou noter tous les échanges sur un carnet, comme dans les SEL... Une petite astuce : l'effort de tenir le compte des activités et des échanges peut être porté entièrement par les demandeurs de services (chaque demande suscitant automatiquement un questionnaire de suivi) et les entreprises. De la sorte, on pourrait fournir des services sans jamais avoir à toucher de la paperasse. Du côté du Web sémantique, un jeu de cartes ou de jetons arborant des idéogrammes peut servir d'interface facilement interprétable par les humains et par les ordinateurs. À noter que c'est un Web sémantique émergent (et pas n'importe lequel Web sémantique) qui nous permettrait le mieux d'utiliser "nos mots" et donc de participer activement à l'invention du langage. Et, oui, je suis d'accord, la possibilité d'être compris dans ses propres mots, sans avoir à passer par des formulaires contraignants, peut nous encourager à participer. Communiquer vient avec le paradigme convivial, nous l'avons désappris dans le paradigme technofasciste où nous nous enfonçons depuis plus d'un siècle. Concernant la "concurrence" des pays du Sud, elle sera bientôt très différente, quand nous aurons dépassé le pic pétrolier et que faire le plein coûtera la peau des fesses... En plus de ces trucs techniques, on peut penser que quand l'ère de la communication atteindra son plein (et bien avant, j'espère), on verra l'apparition du métier de scribouille. Les scribouilles seraient des personnes qui serviraient d'intermédiaires entre des usagers et le réseau de communication » et au besoin, d'instructeurs, histoire d'autonomiser les usagers.

Je crois qu'il n'y a pas à inventer d'incitatifs pour qu'on veuille faire quelque chose d'utile et de bien dans le monde. On peut par contre enlever plein d'éléments rébarbatifs au monde du travail habituel : l'obligation de faire toujours la même chose encore et encore, les inégalités choquantes de rétribution entre telles et telles occupations, les schismes sociaux que créent les prix de certaines études, permettant seulement aux plus riches de s'y adonner, la simple laideur du système économique actuel, etc, etc. Plutôt que de rédiger des curriculum vitæ, rédigeons des curriculum volontés !

En ce qui concerne la participation, je crois qu'en ce domaine le goût croît avec l'usage. On peut commencer localement, par exemple en manifestant le souhait que la ruelle derrière chez soi soit aménagée. Puis, voyant le dynamisme que cela crée, manifester une vision plus grande. Le capitalisme ? Cette cabale obscure ? Dans la clarté, la noirceur n'a plus beaucoup de force, elle se replie dans les recoins. En revanche, une petite source de lumière et toute une pièce est rendue visible. Il s'agit de rendre l'alternative aussi claire que le jour. On allume la lumière et les monstres sont toujours là ? Bon, d'accord, peut-être, mais nous sommes les plus nombreux.

Communiquons ! C'est le pouvoir magique qu'ils ont tenté de nous dérober.